

Samir AMIN

DEFIS POUR LE SUD : PASSE ET AVENIR

LA TRAJECTOIRE DU CAPITALISME HISTORIQUE LA VOCATION TRICONTINENTALE DU MARXISME

La reconquête de leur indépendance par les peuples africains, dont nous commémorons le cinquantième anniversaire, s'inscrit dans l'histoire longue. Dans la lecture de cette histoire proposée ici, le 20^{ème} siècle est celui de la première vague de l'éveil du Sud (pour reprendre le titre de mon ouvrage, *Le Temps des Cerises*, Paris 2007), dont les peuples et les Etats ont reconquis l'initiative majeure dans la transformation du monde. Ce combat contre l'ordre impérialiste, indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme, est par lui-même porteur potentiel d'un engagement sur la longue route de la transition, au-delà du capitalisme, vers le socialisme. Avec le 21^{ème} siècle, s'amorce une seconde vague d'initiatives indépendantes des peuples et des Etats du Sud.

La trajectoire du capitalisme historique

L'histoire longue du capitalisme est constituée de trois phases successives distinctes : (i) une longue préparation – la transition du mode tributaire, forme générale d'organisation des sociétés de classes pré-modernes – qui occupe les huit siècles de l'an 1000 à 1800 ; (ii) une phase courte de maturité (le XIX^{ème} siècle) ; (iii) la phase du long « déclin », aux XX^{ème} et XXI^{ème} siècles.

1. Les contradictions internes propres à toutes les sociétés avancées du monde pré moderne et non pas seulement celles qui sont particulières à l'Europe « féodale » - rendent compte des vagues successives d'invention graduelle des éléments constitutifs de la modernité capitaliste.

La vague la plus ancienne concerne la Chine où s'amorcent ces transformations dès l'époque Sung (XI^{ème} siècle) pour s'amplifier aux époques Ming et Qing, donnant à la Chine une avance marquée en termes d'inventivité technologique, de productivité du travail social et de richesse, qui ne sera pas dépassée par l'Europe avant le XIX^{ème} siècle. Cette vague « chinoise » sera suivie par une vague « moyen orientale » qui se déploie dans le Califat arabo-persan et, par la suite (à partir des Croisades) dans les villes italiennes.

La dernière vague concernant cette longue transition du monde tributaire ancien au monde capitaliste moderne s'amorce dans l'Europe atlantique à partir de la conquête des Amériques, pour se déployer au cours des trois siècles du mercantilisme (1500-1800). Le capitalisme historique qui s'imposera progressivement à l'échelle mondiale est le produit de cette dernière vague. La forme « européenne » (« occidentale ») du capitalisme historique, construite par l'Europe atlantique et centrale, son rejeton étasunien, puis plus tardivement le Japon, est indissociable de quelques uns de ses caractères propres, en particulier de son mode d'accumulation fondé sur la dépossession (d'abord de ses paysans, puis des peuples des périphéries intégrés dans son système global). Cette forme historique est donc indissociable du contraste centres/périphéries qu'elle construit, reproduit et approfondit sans fin.

2. Le capitalisme historique prend sa forme achevée à la fin du XVIIIe siècle, avec la révolution industrielle anglaise qui invente la nouvelle « machino-facture » (et avec elle le statut du nouveau prolétariat industriel) et la révolution française qui invente la politique moderne.

Le capitalisme mature se déploie dans un temps court, qui marque l'apogée de ce système – le XIXe siècle. L'accumulation du capital s'impose alors dans sa forme définitive, et devient la loi fondamentale qui commande le devenir social.

Dès l'origine cette forme d'accumulation est simultanément constructive (elle permet l'accélération prodigieuse et continue du progrès de la productivité du travail social), mais également destructive. Marx en fait l'observation précoce : l'accumulation détruit les deux fondements de la richesse – l'être humain (victime de l'aliénation marchande) et la nature.

Dans les analyses du capitalisme historique que j'ai proposées j'ai placé un accent particulier sur le troisième aspect de cette dimension destructive de l'accumulation : la dépossession matérielle et culturelle des peuples dominés des périphéries, dont Marx a peut être quelque peu négligé l'importance. Sans doute parce que dans le court moment où se situent les travaux de Marx l'Europe paraît se consacrer presque exclusivement aux exigences de l'accumulation interne. Marx relègue de ce fait la dépossession aux temps de « l'accumulation primitive », que, par contre, j'ai qualifiée de permanente.

Il reste que dans sa période courte de maturité, le capitalisme remplit des fonctions historiques progressistes indéniables : il crée les conditions qui rendent possible et nécessaire son dépassement socialiste/communiste, tant au plan matériel qu'à celui de la conscience politique et culturelle nouvelle qui l'accompagne. Le socialisme (mieux, le communisme) n'est pas un « mode de production » supérieur, parce que capable d'accélérer le développement des forces productives et d'y associer une répartition « équitable » des revenus. Il est tout autre chose : une étape supérieure de développement de la civilisation humaine. Ce n'est donc pas un hasard si le mouvement ouvrier et socialiste amorce son enracinement dans les nouvelles classes populaires et engage son combat pour le socialisme dès le XIXe siècle européen (avec le Manifeste communiste, dès 1848). Ce n'est pas davantage un hasard si cette remise en question prend la forme de la première révolution socialiste de l'histoire : la Commune de Paris (1871).

3. Le capitalisme historique entre, à partir de la fin du XIXe siècle, dans le temps – long – de son déclin. J'entends par là que les dimensions destructives de l'accumulation l'emportent désormais, à un rythme croissant, sur sa dimension historique constructive progressiste.

Cette transformation qualitative du capitalisme prend corps avec la constitution des nouveaux monopoles de production, (et non plus seulement de domination des échanges et de conquête coloniale comme aux temps du mercantisme) à la fin du XIXe (Hobson, Hilferding, Lénine) en réponse à la première longue crise structurelle du capitalisme amorcée dès les années 1870 (peu de temps après la défaite de la Commune de Paris). L'émergence du capitalisme des monopoles démontre que le capitalisme a désormais « fait son temps », est devenu « obsolète ». L'heure de l'expropriation nécessaire et possible des expropriateurs a sonné. Ce déclin se traduit par une première vague de guerres et de révolutions qui ont fait l'histoire du XXe siècle.

Lénine n'avait donc pas tort de qualifier le capitalisme des monopoles de « phase suprême du capitalisme ». Mais Lénine – optimiste – pensait que cette première longue crise serait la dernière, ayant mis à l'ordre du jour la révolution socialiste. L'histoire ultérieure a prouvé que le capitalisme a été capable de surmonter cette crise (au prix de deux guerres mondiales et en s'ajustant aux reculs que lui imposaient les révolutions socialistes russe et chinoise et la libération nationale de l'Asie et de l'Afrique). Mais au temps court du renouveau du déploiement du capitalisme des monopoles (de 1945 à 1975) a succédé une seconde longue crise structurelle du système, amorcée à partir des années 1970. Le capital a répondu à ce défi renouvelé par une nouvelle transformation qualitative qui a pris la forme de ce que j'ai qualifié de « capitalisme des monopoles généralisé ».

Un ensemble de questions majeures émerge de cette lecture du « long déclin » du capitalisme, qui concerne la nature de la « révolution » à l'ordre du jour. Le « long déclin » du capitalisme historique des monopoles peut-il devenir synonyme de la « longue transition » au socialisme/communisme ? A quelles conditions ?

4. De 1500 (amorce de la forme mercantiliste atlantique historique de la transition au capitalisme mature) à 1900 (amorce de la remise en question de la logique unilatérale de l'accumulation) les « Occidentaux » (Européens, puis nord américains et plus tardivement japonais) restent les maîtres du jeu. Ce sont eux qui façonnent, seuls, les structures du monde nouveau du capitalisme historique. Les peuples et les nations des périphéries conquises et dominées résistent certes à leur manière, mais ils sont toujours finalement défaits et contraints de s'ajuster aux exigences de leur statut de subordonnés.

La domination du monde euro-atlantique s'accompagne de son explosion démographique : les Européens qui constituaient 18 % de la population de la planète en 1500 se retrouvent en représenter 36 % en 1900, augmentés de leur descendance émigrée vers les Amériques et l'Australie. Sans cette émigration massive, le modèle d'accumulation du capitalisme historique, fondé sur la dissolution accélérée du monde paysan, eut été simplement impossible. C'est la raison pour laquelle ce modèle ne peut être reproduit dans les périphéries du système, qui ne disposent pas « d'Amériques » à conquérir. Le « rattrapage » dans le système étant impossible, l'option pour une voie de développement différente s'impose, sans alternative.

5. Le XXe siècle amorce un renversement des rôles : l'initiative passe aux peuples et aux nations des périphéries.

La Commune de Paris (1871) qui avait été la première révolution socialiste sera en même temps la dernière à se dérouler dans un pays du centre capitaliste. 1905 annonce la nouvelle vague des révolutions conduites au nom du socialisme d'abord dans la Russie « semi-périphérique » puis voguant vers l'Est.

Le XXe siècle inaugure – avec « l'éveil des peuples des périphéries » - un chapitre nouveau de l'histoire : la révolution iranienne de 1907, celle du Mexique (1910-1920), de la Chine (1911), 1905 en Russie qui annonce 1917, la Nahda arabo musulmane, la constitution du Mouvement des Jeunes Turcs, la révolution égyptienne de 1919, la formation du Congrès indien en constituent les premières manifestations.

En réaction à la première longue crise du capitalisme historique (1875-1950) les peuples des périphéries amorcent leur libération à partir de 1914-1917, et se mobilisent sous les drapeaux

du socialisme (Russie, Chine, Vietnam, Cuba), ou sous ceux de la libération nationale associée à des degrés divers à des réformes sociales progressistes. Ils s'engagent dans la voie de l'industrialisation jusqu'alors interdite par la domination de l'impérialisme « classique » (ancien), contraignant celui-ci à « s'ajuster » à cette première vague d'initiatives indépendantes des peuples, des nations et des Etats de la périphérie. De 1917 à l'essoufflement du « projet de Bandoung » (1955-1980) et à l'effondrement du soviétisme (1990) ce sont ces initiatives qui occupent le devant de la scène.

Cette première vague d'éveil des peuples des périphéries s'épuise pour des raisons multiples et combinées tenant à la fois à ses propres limites et contradictions internes et au succès de l'impérialisme qui parvient à inventer de nouveaux modes de contrôle du système mondial (en renforçant ses moyens de contrôle de l'invention technologique, de l'accès aux ressources de la planète, de maîtrise du système financier mondialisé, des communications et de l'information, des armements de destruction massive).

Néanmoins une seconde longue crise du capitalisme s'amorce dans les années 1970, un siècle exactement après la première. Les réponses du capital à cette crise sont analogues à celles qu'il avait données à la première : concentration renforcée (à l'origine de l'émergence du capitalisme des monopoles généralisé), mondialisation (« libérale ») et financiarisation. Mais le moment du triomphe du nouvel impérialisme collectif de la triade (la seconde « belle époque » – 1990-2008 – faisant écho à la première – 1890-1914) est bref. Une nouvelle époque de chaos, de guerres et de révolutions est ouverte. Dans ce cadre la seconde vague d'éveil des nations des périphéries, déjà amorcée, interdit désormais à l'impérialisme collectif de la triade d'envisager la possibilité de maintenir ses positions dominantes autrement que par le contrôle militaire de la planète. L'establishment de Washington, en désignant cet « objectif stratégique comme prioritaire fait preuve d'une conscience parfaite de l'enjeu des luttes et des conflits décisifs de notre époque, qui fait contraste avec la vision naïve des courants majoritaires de « l'alter-mondialisme » occidental.

La vocation tricontinentale du marxisme

La lecture de la trajectoire du capitalisme historique que j'ai proposée et la mise en relief dans cette trajectoire de la polarisation mondiale (le contraste centre/périphérie) produite par la forme historique de l'accumulation du capital interpellent les visions de la « révolution socialiste » (et plus largement de la transition au socialisme) que les marxismes historiques ont développées, la « révolution » (ou la transition) à l'ordre du jour n'étant pas nécessairement celle sur la base de laquelle ces visions (et donc les stratégies de lutte pour le dépassement du capitalisme) ont été formulées.

Force est de reconnaître que ce que les luttes sociales et politiques majeures du XXe siècle ont tenté de remettre en question n'est pas tant le capitalisme en tant que tel que la dimension impérialiste permanente du capitalisme réellement existant. La question est alors de savoir si ce transfert du centre de gravité des luttes porte en lui, sinon nécessairement (et encore moins « automatiquement ») du moins potentiellement, la remise en question du capitalisme tout court.

1. La pensée de Marx associe la lucidité (« scientifique ») dans l'analyse de la réalité à l'action sociale et politique (la lutte des classes prise dans son sens le plus ample) qui se propose de « changer le monde ».

Sur l'essentiel – c'est-à-dire la découverte de la source réelle de la plus value produite par l'exploitation du travail social par le capital – Marx est incontournable. Abandonner cet apport lucide et fondamental de Marx condamne à un double échec inévitable.

Cet abandon réduit l'analyse de la réalité à celle des seules apparences que peut saisir une pensée limitée par les effets de sa soumission aux exigences de l'aliénation marchande, engendrée elle-même par le système. Par là même elle annihile l'efficacité des stratégies de lutte pour changer le monde, conçues dans ce cadre aliéné, dont les prétentions « scientifiques » éventuelles sont alors sans fondement.

Néanmoins s'en tenir à l'analyse lucide formulée par Marx ne peut pas suffire. Non seulement parce que la « réalité » est elle-même en mouvement et qu'il y a toujours du « nouveau » qui doit être pris en considération dans le développement – à partir de Marx – de la critique du monde réel. Mais plus fondamentalement encore parce que l'analyse que Marx nous a proposée dans *le Capital* est restée inachevée, comme on le sait. Marx se proposait dans un livre 6 de cette œuvre – qui n'a pas vu le jour – de traiter de la question de la mondialisation du capitalisme. Il fallait le faire à sa place ; ce que j'ai osé proposer par la formulation d'une « loi de la valeur mondialisée » qui restitue toute sa place au développement inégal (à la polarisation centres/périphéries) indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Dans cette formulation la « rente impérialiste » est intégrée au procès d'ensemble de production et de circulation du capital et à la répartition de la plus value. Cette rente est à l'origine du défi ; elle rend compte à la fois des raisons de l'effacement des luttes pour le socialisme dans les centres impérialistes et de la mise en relief de la dimension anti-impérialiste des luttes engagées dans les périphéries contre le système de la mondialisation capitaliste/impérialiste.

Je ne reviens pas ici sur ce qu'une exégèse des textes de Marx sur cette question pourrait suggérer. Marx, qui n'était pas moins qu'un géant, lucide et de la plus grande finesse qu'on puisse connaître, a certainement eu au moins l'intuition qu'il se heurtait là à une question sérieuse. Ses commentaires sur les effets désastreux de l'alignement de la classe ouvrière anglaise sur le chauvinisme associé à l'exploitation coloniale de l'Irlande en témoignent. Marx n'a donc pas été surpris que c'est en France – moins développée que l'Angleterre au plan économique, mais en avance sur le plan de la conscience politique – que la première révolution socialiste se soit produite. Il espérait aussi, avec Engels, que le « retard » de l'Allemagne permettrait une forme inédite d'avancée, fusionnant les deux temps de la révolution bourgeoise et de la révolution socialiste.

Lénine est allé plus loin. Il a mis en relief la transformation qualitative que le passage au capitalisme des monopoles impliquait et en a tiré les conclusions qui s'imposaient : que le capitalisme avait cessé d'être une étape progressiste nécessaire dans l'histoire, qu'il était entré « en putréfaction » (terme de Lénine lui-même), c'est-à-dire qu'il était devenu « obsolète », « sénile » (mes termes), mettant à l'ordre du jour le passage au socialisme, à la fois désormais nécessaire et possible. Il a pensé et mis en œuvre dans ce cadre une révolution amorcée à partir de sa périphérie (la Russie, « maillon faible »). Puis, constatant l'échec de ses espoirs placés dans une révolution européenne prenant le relais, il a conçu le transfert de la « révolution » vers l'Est, et a vu qu'ici une fusion des objectifs de la libération anti-impérialiste et de la lutte contre le capitalisme était devenue possible.

Mais il appartenait à Mao de formaliser plus tard d'une manière rigoureuse la nature complexe et contradictoire des objectifs de la transition au socialisme engagée dans ces conditions.

2. Le « marxisme » (ou plus exactement les marxismes historiques) s'est trouvé confronté à un défi nouveau, absent dans la conscience politique la plus lucide du XIXe siècle, mais désormais imposé dans les faits par le transfert de l'initiative de la transformation du monde aux peuples, nations et Etats de la périphérie.

La rente impérialiste ne bénéficie pas « seulement » aux monopoles du centre dominant (sous la forme de sur profits) ; car elle constitue tout également le fondement de la reproduction de la société dans son ensemble, en dépit de sa structure de classes évidente et l'exploitation de ses travailleurs. Ce que Perry Anderson a analysé avec lucidité – le « marxisme occidental » qu'il qualifie de « produit de la défaite » (l'abandon de la perspective socialiste) – trouve sa place ici. Ce « marxisme était alors condamné, en renonçant à « changer le monde », à s'engager dans la voie de la réflexion « académique » sans portée politique. La dérive libérale de la social démocratie et son ralliement double à l'idéologie étasunienne du « consensus » et à l'atlantisme au service de la domination impérialiste du monde en ont été la conséquence.

Un « autre monde » (phrase bien vague pour désigner un monde engagé sur la longue route conduisant au socialisme) n'est évidemment pensable que si l'on donne leur solution aux problèmes des peuples de la périphérie (80 % seulement de la population mondiale !). « Changer le monde », c'est donc d'abord changer les conditions de vie de cette majorité. Le marxisme, qui analyse la réalité du monde pour donner aux forces qui agissent pour son changement leur pleine efficacité, acquière par la force des choses une vocation tricontinentale (Asie, Afrique, Amérique latine) décisive, voire dominante. Comment donc ce marxisme à vocation tricontinentale propose-t-il d'analyser la réalité et de formuler des stratégies d'action efficaces ?

3. Pour répondre à la question posée ici il nous faut d'abord partir de l'analyser de la réalité.

La réflexion que je propose à cet effet est centrée sur la mise en relief de ce qui m'apparaît être la transformation du capitalisme impérialiste des monopoles (« sénile ») en capitalisme des monopoles généralisés (encore davantage sénile de ce fait), une transformation qualitative en réponse à la seconde longue crise du système, amorcée dans les années 1970 et qui n'a toujours pas trouvé de solution. J'ai tiré de cette analyse deux conclusions majeures : (i) la transformation du système impérialiste en impérialisme collectif de la triade (Etats Unis, Europe, Japon) en réponse à l'industrialisation des périphéries, imposée par les victoires de la première vague de leur « éveil », et, avec elle la mise en œuvre par le nouvel impérialisme de moyens nouveaux de contrôle du système mondial, fondés sur le contrôle militaire de la Planète et de ses ressources, la surprotection de l'appropriation exclusive des technologies par les oligopoles, la main mise sur le système financier mondialisé ; (ii) la transformation des structures de classes du capitalisme contemporain qui lui est associée à la fois par l'émergence d'une oligarchie dominante exclusive, l'accès des classes « moyennes » au statut de salariés dont la couche supérieure est constituée de serviteurs de l'oligarchie, la fragmentation des classes dominées.

Le « marxisme occidental » ignore la transformation décisive que l'émergence du capitalisme des monopoles généralisés représente. Les intellectuels de la nouvelle gauche radicale

occidentale refusent de prendre la mesure des effets décisifs de la concentration des oligopoles qui dominent désormais le système productif dans son ensemble comme ils dominent toute la vie politique, sociale, culturelle et idéologique. Éliminant de leur langage les termes de « socialisme » (et a fortiori de « communisme »), ils n'envisagent plus l'expropriation nécessaire des expropriateurs mais seulement un impossible « autre capitalisme », dit à visage humain. La dérive des discours « post » (post modernistes, post marxistes et autres) en est le produit inévitable. Negri par exemple ne dit pas un mot qui concerne la transformation décisive que je place au cœur des questions de notre temps.

La nov langue de ces véritables délires doit être entendue au sens littéral du terme, comme imaginaire illusoire détaché de toute réalité. En Français le *peuple* (et mieux, *les classes populaires*, comme en espagnol (*el pueblo, las classes populares*), n'est pas synonyme de « tout le monde », mais fait référence aux classes dominées et exploitées, et de ce fait, place l'accent simultanément sur leur diversité (celle des formes de leurs rapports au capital), permettant de la sorte de construire des stratégies concrètes efficaces qui peuvent en faire des sujets actifs du changement. Par contre l'équivalent anglais apparent (*the people*) ne veut rien dire, étant synonyme des « gens » (tout le monde), en espagnol *la gente*. La nov langue ignore les concepts (marqués par le marxisme) formulés en français (ou en espagnol) et leur substitue le terme vague dont la *multitude* chez Negri constitue un exemple. Donner à ce mot, qui n'ajoute rien mais retranche beaucoup, une puissance analytique prétendue, en innovant son usage par Spinoza, à une époque et dans des conditions sans rapports avec les nôtres, relève du « délire philosophique ».

La pensée politique des nouvelles gauches radicales occidentales ignore tout autant le caractère impérialiste de la domination des monopoles généralisés, pour lui substituer le terme vide de contenu « *d'Empire* » (Negri). Cet occidentalocentrisme poussé à l'extrême écarte de la réflexion la prise en compte de la rente impérialiste sans laquelle on ne peut comprendre ni les mécanismes de la reproduction sociale ni les défis que celle-ci constitue de ce fait.

4. Mao a développé en contre point, une réflexion à la fois profondément révolutionnaire et « réaliste » (scientifique, lucide) portant sur les termes dans lesquels le défi doit être analysé et permettant d'en déduire des stratégies efficaces d'avancées successives sur la longue route de la transition au socialisme. Pour cela il distingue et connecte les trois instances de la réalité : peuples, nations, Etats.

Le peuple (les classes populaires) « veut la révolution ». Entendre : il est possible de construire un bloc hégémonique associant les différentes classes dominées et exploitées alternatif à celui qui permet la reproduction du système de la domination du capitalisme impérialiste, exercée à travers le bloc hégémonique comprador et l'Etat dépendant à son service.

La mention des nations fait référence au fait que la domination impérialiste nie la dignité des « nations » (appelez les comme vous voudrez) forgées par l'histoire des sociétés des périphéries. Elle en détruit systématiquement les composantes qui leur donnent leur originalité, au profit d'une « occidentalisation » de pacotille. La libération des peuples est alors indissociable de celle des nations qu'ils sont. Et c'est pourquoi le marxisme a substitué à la devise courte « Prolétaires de tous les pays unissez-vous » une phrase plus riche : « Prolétaires de tous les pays, peuples opprimés, unissez-vous ». Les « nations veulent leur libération », entendue dans un sens complémentaire au combat des peuples et non conflictuel avec celui-ci. La libération en question n'est donc pas la restauration du passé – l'illusion du

passéisme culturaliste – mais l'invention de l'avenir à partir de la transformation radicale de l'héritage historique, en lieu et place de l'importation artificielle d'une fausse « modernité ». La culture héritée et soumise à l'épreuve de la transformation est ici à entendre comme la culture politique en évitant soigneusement le terme vague de « culture » (« religions » et autres) qui ne veut rien dire, parce que celle-ci n'est pas un invariant historique.

La référence à l'Etat est fondée sur la reconnaissance nécessaire de l'autonomie du pouvoir dans ses relations avec le bloc hégémonique qui fonde sa légitimité, même si celui-ci est populaire et national. Cette autonomie ne peut être ignorée tant que l'Etat existera, c'est-à-dire au moins pour tout le temps de la longue transition au communisme. C'est après seulement qu'on pourra penser une « société sans Etat ». Pas avant. Non pas seulement parce que les avancées populaires et nationales doivent être protégées de l'agression permanente de l'impérialisme toujours dominant à l'échelle mondiale. Mais aussi – et peut être surtout – parce que « avancer dans la longue transition » exige à son tour « développer les forces productives », c'est-à-dire réaliser ce que l'impérialisme interdit aux pays concernés des périphéries : gommer l'héritage de la polarisation mondiale qui est indissociable de l'expansion mondiale du capitalisme historique. Le programme n'est pas synonyme de « rattrapage » par imitation des modèles du capitalisme central ; un rattrapage au demeurant impossible et de surcroît non souhaitable. Il impose une conception différente de la « modernisation/industrialisation », fondée sur la participation effective des classes populaires à sa réalisation et à leur bénéfice immédiat à chaque étape de la progression. Mao refuse le raisonnement dominant qui voudrait qu'on attende indéfiniment que le développement des forces productives ait enfin créé les conditions d'un passage « nécessaire » au socialisme. Il invite à développer celles-ci dès le départ dans la perspective de la construction du socialisme. Le pouvoir d'Etat est évidemment au cœur des conflits entre ces exigences contradictoires du « développement » et du « socialisme ».

« Les Etats veulent l'indépendance ». Mao l'entend comme un objectif double : indépendance (forme extrême de l'autonomie) à l'égard des classes populaires, indépendance à l'égard des pressions du système mondial capitaliste. La « bourgeoisie » (plus largement la classe dirigeante aux postes de commande de l'Etat, dont les ambitions tirent toujours en direction d'une évolution bourgeoise) est simultanément nationale et compradore. Si les circonstances lui permettent d'élargir sa marge d'autonomie vis-à-vis de l'impérialisme dominant, elle choisit la voie de la « défense des intérêts nationaux ». Mais si elles ne le lui permettent pas, elle s'inscrit dans une soumission « compradore » aux exigences de celui-ci. La « nouvelle classe dirigeante » (ou « groupe dirigeant ») est encore sur ce plan en position ambiguë même lorsqu'elle est assise sur un bloc populaire, du fait de la tendance « bourgeoise » qui l'anime au moins partiellement.

L'articulation correcte de ces trois instances de la réalité conditionne le succès des avancées sur la longue route de la transition. Il s'agit de renforcer le caractère complémentaire possible des avancées du peuple, de la libération de la nation et des réalisations du pouvoir d'Etat. Si par contre on laisse se développer la contradiction entre l'instance populaire et l'Etat, les avancées en question risquent d'être mises en déroute.

La considération de l'une quelconque des instances sans souci de son articulation aux autres enferme dans l'impasse. Celle du « peuple » qui compterait seul – la thèse du « mouvement » capable de transformer le monde sans souci de prendre le pouvoir – est simplement naïve. Celle de la libération nationale « coûte que coûte », c'est-à-dire conçue comme indépendante du contenu social du bloc hégémonique, conduit à l'illusion culturaliste passéiste (l'Islam,

l'hindouisme ou le bouddhisme politiques en sont des exemples), impuissante en fait. Celle du pouvoir conçu comme capable de « réaliser » pour le peuple, mais sans lui, conduit à la dérive autocratique et à la cristallisation d'une nouvelle bourgeoisie. La dérive du soviétisme – évoluant du « capitalisme sans capitalistes » (un capitalisme d'Etat) au « capitalisme avec capitalistes » - en constitue l'exemple le plus tragique.

Parce que ni les peuples, ni les nations, ni les Etats des périphéries ne sont à l'aise dans le système impérialiste, le « Sud » est la « zone des tempêtes », celle des soulèvements et des révoltes permanentes. Et depuis 1917 l'histoire a été principalement celle de ces révoltes et des initiatives indépendantes (au sens d'indépendantes des tendances qui dominent à l'échelle du système capitaliste impérialiste en place) des peuples, des nations et des Etats des périphéries. Ce sont ces initiatives – en dépit de leurs limites et contradictions – qui ont façonné les transformations les plus décisives du monde contemporain, bien davantage que les progrès des forces productives et que les ajustements sociaux relativement faciles qui les ont accompagnés dans les centres du système.

La seconde vague d'initiatives indépendantes des pays du Sud est amorcée. Des pays « émergents », et d'autres, comme leurs peuples, combattent les moyens par lesquels l'impérialisme collectif de la triade tente de perpétuer sa domination. Les interventions militaires de Washington et de ses alliés subalternes de l'OTAN sont mises en échec. Le système financier mondialisé s'effondre et à sa place des systèmes régionaux autonomes sont en voie de se constituer. Les monopoles technologiques des oligopoles sont battus en brèche. La récupération du contrôle des ressources naturelles est à l'ordre du jour. Les nations andines, victimes du colonialisme interne qui avait succédé à la colonisation étrangère, s'imposent sur la scène politique. Les organisations populaires et les partis de la gauche radicale en lutte ont parfois déjà mis en déroute les programmes libéraux (en Amérique latine) ou sont sur la voie qui y conduit. Ces initiatives, d'abord fondamentalement anti-impérialistes, portent en elles un potentiel qui leur permet de s'engager sur la longue route de la transition socialiste.

Le long déclin du capitalisme/impérialisme obsolète et la longue transition au socialisme constituent ainsi les deux pôles antagonistes du défi. Le déclin par lui-même ne produit pas d'avancées sur la route du socialisme ; tout au contraire la logique des réponses que le capital donne à ce défi s'inscrit sur la pente glissante de la barbarie – « l'apartheid à l'échelle mondiale » ai-je écrit. Néanmoins ce déclin crée simultanément des conditions favorables à un engagement sur la route de la longue transition socialiste.

Comment se sont enchevêtrés ces deux avenir possibles ? »L'autre monde » en construction est toujours ambivalent ; il porte en lui le pire et le meilleur, tous deux « possibles » (il n'y a pas de lois de l'histoire antérieures à l'histoire elle-même, ai-je écrit). Une première vague d'initiatives des peuples, des nations et des Etats de la périphérie s'est déployée au XXe siècle jusque vers 1980. L'analyse qu'on doit faire de ses composantes ne prend de sens qu'à la lumière de la réflexion sur les complémentarités et les conflits dans leur mode d'articulation des trois instances concernées. Une seconde vague d'initiatives est d'ores et déjà amorcée. Sera-t-elle plus efficace ? Permettra-t-elle d'aller plus loin que la précédente ?

5. On retrouve ici la question de l'internationalisme universaliste.

Les limites auxquelles les avancées de l'éveil du Sud du XXe siècle se sont heurtées et l'aggravation des contradictions qui en a été le produit, produisant l'essoufflement des

expériences de cette première vague de libération, ont été largement renforcées par l'hostilité permanente à leur endroit des Etats du centre impérialiste. Force est de constater que cette hostilité, allant jusqu'à la guerre ouverte, a été en dernière analyse soutenue – ou tout au moins acceptée – par les « peuples du Nord ». Le bénéfice de la rente impérialiste n'a certainement pas été étranger à ce rejet de l'internationalisme par ces peuples. Les minorités communistes qui ont adopté une autre attitude, parfois importantes, ont néanmoins échoué dans leurs tentatives de constituer autour d'elles des blocs alternatifs efficaces. Le passage massif des partis socialistes dans le camp « anti communiste » a largement contribué au succès des pouvoirs capitalistes du camp impérialiste. Ces partis n'en ont pourtant pas été « récompensés » ; car au lendemain même de l'effondrement de la première vague des luttes du XXe siècle, le capital des monopoles se débarrassait de leur alliance. Ces partis n'ont pas tiré les leçons de leur défaite en se radicalisant, mais tout au contraire ont opté pour la capitulation pour glisser sur les positions « sociales – libérales » qu'on connaît. Preuve s'il en fallait du rôle décisif de la rente impérialiste dans la reproduction des sociétés du Nord. De sorte que cette seconde capitulation ne relève plus du drame, mais de la farce.

La seconde vague de l'éveil des peuples, des nations et des Etats des périphéries du XXIe siècle s'amorce donc dans des conditions qui ne sont guère meilleures, mais plutôt encore plus difficiles. Les idéologies étasuniennes du « consensus » (entendre soumission aux exigences du pouvoir du capitalisme des monopoles généralisé), l'adoption de régimes politiques « présidentiels » qui annihilent l'efficacité du potentiel contestataire de la démocratie, l'éloge inconsidéré d'un individualisme faux et manipulé associé à celui de l'inégalité, le ralliement des pays subalternisés de l'OTAN mis en œuvre par l'establishment de Washington, avancent au galop dans « l'Union Européenne » qui ne peut guère être, dans ces conditions, que ce qu'elle est : un bloc constitutif de la mondialisation impérialiste.

Dans ces conditions la déroute de ce projet militaire devient la première priorité et la condition préalable au succès de la seconde vague de libérations engagées à partir des luttes des peuples, nations et Etats des trois continents. Tant qu'il n'en sera pas ainsi les avancées en cours et à venir resteront vulnérables. Un *remake* du XXe siècle n'est alors pas à exclure du possible, même si évidemment les conditions de notre époque sont passablement différentes de celles du siècle passé.

Ce scénario tragique n'est cependant pas le seul possible. Dès lors que les avancées du Sud tricontinental auront produit leurs effets et entamé sérieusement l'ampleur de la rente impérialiste les peuples du Nord – en particulier de l'Europe – devraient être mieux à même de comprendre la faillite des stratégies de soumission aux exigences du capital des monopoles impérialistes généralisé. L'héritage des cultures politiques européennes, tout autre que celle des Etats Unis, un héritage qui n'est pas perdu, devrait produire la renaissance d'une conscience internationaliste à la hauteur des exigences de sa mondialisation. Les forces idéologiques et politiques de la gauche européenne radicale doivent occuper leur place dans ce grand mouvement de libération des peuples et des travailleurs. *La bataille idéologique et culturelle pour cette renaissance – que je résume dans l'objectif stratégique de la construction d'une 5e Internationale des travailleurs et des peuples – est décisive.*

Les conditions d'une réponse efficace aux défis : la démocratisation, la question agraire, la question écologique

Je ne retiendrai dans ce qui suit que les trois domaines majeurs de la réponse au défi mentionnés dans le titre de cette section.

1. « Démocratie », ou démocratisation associée au progrès social ?

Le coup de génie des diplomates de l'alliance atlantique a été de choisir le terrain de la « démocratie » pour engager leur offensive qui visait dès le départ le démantèlement de l'Union Soviétique et la reconquête des pays de l'Europe de l'Est. Un choix qui remonte aux années 1970 et s'est progressivement cristallisé dans la mise en place de la Conférence sur la Sécurité et la Coopération en Europe – sigle CSCE – puis la signature de l'Acte final à Helsinki en 1975. Jacques Andreani dans son livre au titre évocateur (*Le Piège, Helsinki et la chute du communisme*; Odile Jacob 2005) explique comment les Soviétiques, qui attendaient de l'accord un désarmement de l'Otan et une détente authentique, ont tout simplement été trompés par leurs partenaires occidentaux.

Il s'agissait bien d'un coup de génie parce que la « question démocratique » était une question vraie et que le moins qu'on puisse dire est que les régimes soviétiques n'étaient certainement pas « démocratiques », quelle que soit la définition retenue pour définir son concept et sa pratique. Les pays de l'Alliance Atlantique, en contrepoint, pouvaient s'auto qualifier de « démocratiques », quelles qu'aient été les limites et les contradictions de leurs pratiques politiques réelles associées à leur soumission aux exigences de la reproduction capitaliste. La comparaison des systèmes opérait visiblement en leur faveur.

Ce discours démocratique devait alors être progressivement substitué à celui que tenaient les soviétiques et leurs alliés, celui de la « coexistence pacifique » associée au « respect » des pratiques politiques des uns et des autres et au principe de « non ingérence » dans leurs affaires intérieures.

Le discours de la coexistence avait connu ses moments forts. Qu'on se souvienne par exemple de l'écho de l'Appel de Stockholm qui, dans les années 1950, rappelait aux peuples la menace nucléaire réelle impliquée par les options de la diplomatie agressive des Etats Unis, déployées depuis la Conférence de Potsdam (1945), renforcées par les bombardements atomiques du Japon au lendemain même de la Conférence.

Mais simultanément le choix de cette stratégie (coexistence et non ingérence) convenait – ou pouvait convenir selon les moments – aux pouvoirs dominants en place à l'Ouest et à l'Est. Car ce discours faisait accepter comme allant de soi la réalité des qualifications respectives de « capitaliste » et de « socialiste » retenues pour les pays de l'Ouest et de l'Est. Il évacuait toute discussion sérieuse concernant la nature précise de chacun des deux systèmes, c'est-à-dire d'examiner d'une part celle du capitalisme réellement existant de notre époque (le capitalisme des oligopoles) et d'autre part celle du « socialisme réellement existant ». En leur lieu et place l'ONU (avec l'accord tacite des pouvoirs des deux mondes en question) substituait aux vocables de « capitalisme » et « socialisme » ceux de « économies de marché » et « économies centralement planifiées » (ou., pour être méchant « économies administrées »). Ces deux qualificatifs – faux l'un et l'autre (c'est-à-dire vrais en apparence superficielle seulement) – permettaient selon les moments, de placer l'accent sur la « convergence des systèmes », convergence elle-même imposée par la technologie moderne (une thèse – fautive également – procédant d'une conception techniciste moniste de l'histoire), et de donner sa place à la coexistence afin de faciliter cette convergence « naturelle »; ou de placer au contraire l'accent sur l'opposition irréductible entre d'une part le modèle « démocratique »

(associé à l'économie de marché) et d'autre part le modèle de « totalitarisme » (produit par l'économie « administrée »), dans les moments de guerre froide.

Le choix de centrer la bataille autour de la « démocratie » permettait de faire l'option d'une « irréductibilité » des systèmes et de n'offrir aux pays de l'Est que la perspective d'une capitulation, par un retour au capitalisme (le « marché ») qui devait alors produire – naturellement – les conditions d'une démocratisation. Que cela n'ait pas été le cas (pour la Russie post soviétique) ou ne l'ait été que dans des formes caricaturales extrêmes (pour les ethnocraties d'ici et là dans l'Est européen) constitue une autre affaire.

On pourrait faire observer que le discours « démocratique » des pays de l'alliance atlantique est récent. Car à l'origine l'OTAN s'est parfaitement accommodé de Salazar, des généraux turcs et des colonels grecs. A la même époque les diplomates de la triade ont soutenu (et souvent mis en place) les pires dictatures que l'Amérique latine, l'Afrique et l'Asie ont connues.

Au départ le nouveau discours démocratique n'a été adopté qu'avec beaucoup de réticences. Beaucoup des responsables politiques majeurs de l'alliance atlantique en voyaient les inconvénients, gênants pour la « real-politik » de leur préférence. Il a fallu Carter à la présidence des Etats Unis (un peu comme Obama aujourd'hui) pour faire comprendre que le sermon « moral » sur le thème démocratique était porteur. Il a fallu Mitterand en France pour rompre avec la tradition gaulliste de refus de la « coupure » imposée en Europe par la stratégie de guerre froide prônée par les Etats Unis. Il a fallu Gorbatchev en URSS pour ne pas comprendre que le ralliement à ce discours n'était porteur que de la catastrophe garantie.

Le nouveau discours « démocratique » allait donc porter ses fruits. Il est apparu comme suffisamment convaincant pour que les opinions de « gauche » en Europe s'y rallient. Non seulement les gauches électorales (des partis socialistes), mais tout également celles plus radicales à l'origine, dont les partis communistes étaient les héritiers. Avec « l'euro-communisme » le consensus devient général.

Les classes dominantes de la triade impérialiste ont tiré les leçons de leur victoire. Elles ont donc décidé de poursuivre cette stratégie de centrage du débat sur la « question démocratique ». On ne reproche pas à la Chine son ouverture économique extérieure, mais sa gestion politique monopolisée par le parti communiste. On ne tient pas compte des réalisations sociales de Cuba, sans pareilles dans toute l'Amérique latine, mais on ne cesse de stigmatiser son parti unique. Même à l'égard de la Russie de Poutine on tient le même discours

L'objectif réel de cette stratégie est-il de faire triompher la démocratie ? Il faudrait être bien naïf pour le croire. Le seul objectif est d'imposer aux pays réfractaires « l'économie de marché », ouverte et intégrée dans le système mondial dit libéral, en réalité impérialiste et de soumettre les pays en question au statut de périphéries dominées dans ce système. Un objectif qui, réalisé, devient un obstacle au progrès de la démocratie dans les pays victimes concernés et en aucune manière un moyen d'avancer dans la réponse à la « question démocratique ».

Les chances d'avancées démocratiques dans les pays pratiquant, au moins à l'origine, le « socialisme réellement existant » auraient été bien meilleures, dans le moyen terme sinon dans l'immédiat, en laissant la dialectique des luttes sociales s'y développer par elle-même, ouvrant des perspectives possibles au dépassement des limites de l'héritage de ce « socialisme

réellement existant » (de surcroît déformé par le ralliement au moins partiel à l'ouverture économique libérale), à la « sortie du tunnel ».

Au demeurant le thème « démocratique » n'est invoqué que contre les pays récalcitrants à l'ouverture libérale mondialisée. Pour les autres on est moins regardant à l'endroit de leur gestion politique parfaitement autocratique. L'Arabie saoudite, le Pakistan en donnant de beaux exemples. Mais tout également la Géorgie (pro-atlantiste) et beaucoup d'autres.

Au mieux d'ailleurs la formule « démocratique » proposée ne dépasse guère les frontières de la caricature « pluripartiste électorale », non seulement parfaitement dissociée des exigences du progrès social, mais encore toujours – ou presque – associée à la régression sociale que la domination du capitalisme réellement existant (celui des oligopoles) exige et produit. La formule a déjà largement dé-crédibilisé la démocratie à laquelle les peuples en désarroi ont substitué l'adhésion à des illusions passéistes religieuses et ethnicistes.

Il est donc nécessaire plus que jamais de renforcer la critique de gauche radicale (je souligne radicale, pour la distinguer de la critique de gauche, confuse et vague). C'est-à-dire d'une critique qui associe et non dissocie démocratisation de la société (et pas seulement de sa pratique de gestion politique) et progrès social (dans une perspective socialiste). Dans cette critique la lutte pour la démocratisation et la lutte pour le socialisme sont indissociables. Pas de socialisme sans démocratie, mais aussi pas de progrès démocratique hors de la perspective socialiste.

La démocratie, entendue comme un processus sans fin, s'oppose à la formule de la prétendue démocratie électorale représentative pluripartiste, vidée de tout contenu capable de lui donner le pouvoir de transformer la société. Cette démocratisation est multidimensionnelle. Elle intègre la question majeure des rapports hommes/femmes. Comme elle intègre toutes les libertés individuelles qu'elle entend développer et non restreindre. Mais elle impose de surcroît la promotion réelle de droits sociaux collectifs, dans la perspective de la socialisation de la gestion de l'économie, au-delà du capitalisme fondé sur le caractère sacré de la propriété privée.

2. La question agraire : l'accès au sol de tous les paysans.

La modernisation de l'agriculture du Sud par la « voie capitaliste » est-elle possible et souhaitable ?

Plaçons-nous dans l'hypothèse d'une stratégie de développement de l'agriculture cherchant à reproduire systématiquement au Sud le parcours qui a produit l'agriculture familiale moderne du Nord. On imaginera facilement alors qu'une vingtaine (ou une cinquantaine) de millions de fermes modernes supplémentaires, si on leur donne l'accès aux superficies importantes de terres qui leur seraient nécessaires (en les enlevant aux économies paysannes et en choisissant sans doute les meilleurs sols) et s'ils ont accès aux marchés de capitaux leur permettant de s'équiper, pourraient produire l'essentiel de ce que les consommateurs urbains solvables achètent encore à la production paysanne. Mais que deviendraient les milliards de ces producteurs paysans non compétitifs ? Ils seront inexorablement éliminés dans le temps historique bref de quelques dizaines d'années. Que vont devenir ces milliards d'êtres humains, déjà pour la plupart pauvres parmi les pauvres, mais qui se nourrissent eux mêmes, tant bien que mal, et plutôt mal pour le tiers d'entre eux ? A l'horizon de cinquante ans aucun développement industriel plus ou moins compétitif, même dans l'hypothèse fantaisiste d'une

croissance continue de 7 % l'an pour les trois quarts de l'humanité, ne pourrait absorber fut-ce le tiers de cette réserve. C'est dire que le capitalisme est par nature incapable de résoudre la question paysanne et que les seules perspectives qu'il offre sont celles d'une planète bidonvillisée, et de milliards d'êtres humains « en trop ».

Nous sommes donc parvenus au point où pour ouvrir un champ nouveau à l'expansion du capital (« la modernisation de la production agricole ») il faudrait détruire – en termes humains – des sociétés entières. Vingt ou cinquante millions de producteurs efficaces nouveaux (cinquante ou deux cents millions d'êtres humains avec leurs familles) d'un coté, trois milliards d'exclus de l'autre. La dimension créatrice de l'opération ne représente plus qu'une goutte d'eau face à l'océan des destructions qu'elle exige. J'en conclus que le capitalisme est entré dans sa phase sénile descendante ; la logique qui commande ce système n'étant plus en mesure d'assurer la simple survie de la moitié de l'humanité. Le capitalisme devient barbarie, invite directement au génocide. Il est nécessaire plus que jamais de lui substituer d'autres logiques de développement, d'une rationalité supérieure.

Alors, que faire ?

Il faut accepter le maintien d'une agriculture paysanne pour tout l'avenir visible du XXI^e siècle. Non pour des raisons de nostalgie romantique du passé, mais tout simplement parce que la solution du problème passe par le dépassement des logiques du capitalisme, s'inscrivant dans la longue transition séculaire au socialisme mondial. Il faut donc imaginer des politiques de régulation des rapports entre le « marché » et l'agriculture paysanne. Aux niveaux nationaux et régionaux ces régulations, singulières et adaptées aux conditions locales, doivent protéger la production nationale, assurant ainsi l'indispensable souveraineté alimentaire des nations et neutralisant l'arme alimentaire de l'impérialisme - autrement dit déconnecter les prix internes de ceux du marché dit mondial - comme elles doivent – à travers une progression de la productivité dans l'agriculture paysanne, sans doute lente mais continue – permettre la maîtrise du transfert de population des campagnes vers les villes. Au niveau de ce qu'on appelle le marché mondial la régulation souhaitable passe probablement par des accords inter régionaux répondant aux exigences d'un développement qui intègre au lieu d'exclure.

Une politique de développement à la hauteur des défis doit être fondée sur la garantie de l'accès au sol et aux moyens de l'exploiter au bénéfice de tous les paysans, dans la plus grande égalité possible. Le progrès nécessaire de la productivité de cette agriculture familiale ne peut être imaginé sans industrialisation qui la soutienne. Etant entendu que les modes de cette industrialisation incontournable ne sauraient reproduire l'essentiel des formes de ceux du capitalisme, qui accusent les inégalités sociales et détruisent les conditions écologiques d'une reproduction saine. Les programmes qui écartent cette exigence pour lui substituer l'aide extérieure, assaisonnée de discours creux (démocratie, bonne gouvernance, réduction de la pauvreté), relèvent de la tradition colonialiste. L'objectif réel de l'impérialisme est de gérer la marginalisation des peuples concernés. Du point de vue de l'impérialisme les ressources naturelles de l'Afrique (pétrole, minerais, terres) sont importantes, pas les peuples africains qui constituent plutôt un obstacle au déploiement du pillage de ces ressources.

3. « L'environnement », ou la perspective socialiste de la valeur d'usage ? La question écologique et le développement prétendu durable

Là encore le point de départ est la reconnaissance d'un problème vrai, celui de la destruction de l'environnement naturel et, en dernier ressort, la poursuite de la vie sur la Planète, produite par la logique de l'accumulation capitaliste.

Là encore l'émergence de la question remonte aux années 1970, plus exactement à la Conférence de Stockholm de 1972. Mais longtemps minoré, marginalisé dans la panoplie des discours dominants et des pratiques de la gestion de l'économie, cette question ne s'est imposée comme axe central nouveau de la stratégie dominante que relativement récemment.

Marx en son temps n'avait pas seulement soupçonné l'existence du problème en question. Il en avait déjà formulé l'expression de l'existence par la distinction rigoureuse qu'il faisait entre la valeur et la richesse, confondues par l'économie vulgaire. Marx dit explicitement que l'accumulation capitaliste détruit les bases naturelles sur lesquelles elle se fonde : l'homme (le travailleur aliéné et exploité, dominé et opprimé) et la terre (symbole de la richesse naturelle offerte à l'humanité). Et quelles que soient les limites de cette expression, prisonnière comme toujours de celles de l'époque, elle n'en demeure pas moins la manifestation d'une conscience lucide du problème (au-delà de l'intuition) qui mérite d'être reconnue.

Il est donc regrettable que les écologistes de notre époque n'aient pas lu Marx. Cela leur aurait permis d'aller plus loin dans leurs propres propositions, d'en mieux saisir la portée révolutionnaire, et même, évidemment, d'aller plus loin que Marx lui-même sur ce sujet.

Cette déficience de l'écologie moderne facile sa capture par l'idéologie de l'économie vulgaire en position dominante dans le monde contemporain. Cette capture est déjà en cours, et même bien avancée.

La capture de l'écologisme par l'idéologie vulgaire opère sur les deux plans : d'une part par la réduction du calcul en valeurs d'usage à un calcul en valeurs d'échange « amélioré », et d'autre part par l'intégration du défi écologique dans l'idéologie du « consensus ». L'une et l'autre de ces opérations annihilent la prise de conscience lucide qu'écologie et capitalisme sont antagoniques par nature.

En fait, on le voit déjà, les oligopoles se sont emparés de l'écologisme pour justifier l'ouverture de champs nouveaux à leur expansion destructrice. François Houtart en a donné une illustration décisive dans son ouvrage sur les agro carburants (*L'agroénergie, solution pour le climat ou sortie de crise pour le capital?*, Couleur Livre, Charleroi, 2009). Le « capitalisme vert » est désormais l'objet des discours obligatoires des hommes/femmes de pouvoirs dans la triade (de droite et de gauche) et des dirigeants des oligopoles. L'écologisme en question est bien entendu conforme à la vision dite de la « soutenabilité faible » -jargon d'usage –c'est-à-dire de la marchandisation des « droits à l'accès aux ressources de la planète ». Tous les économistes conventionnels se rallient ouvertement à cette position, en proposant « la mise aux enchères des ressources mondiales (pêche, permis de polluer ...) ». Une proposition qui revient tout simplement à soutenir les oligopoles dans leurs ambitions d'hypothéquer davantage l'avenir des peuples du Sud.

Cette capture du discours écologiste rend de beaux services à l'impérialisme. Car elle permet de marginaliser, pour ne pas dire simplement d'évacuer, la question du développement. Comme on le sait la question du développement n'a été à l'ordre du jour de l'agenda international que lorsque les pays du Sud étaient en mesure de l'imposer par leurs initiatives propres, contraignant les puissances de la triade à négocier et faire des concessions. La page

de l'ère de Bandoung tournée, il n'a plus été question de développement, mais seulement d'ouverture des marchés. Et l'écologie, entendue comme elle l'est par les pouvoirs dominants, vient à point pour prolonger cet état de fait.

La capture du discours écologiste par la culture politique du consensus (expression nécessaire de la conception du capitalisme – fin – de – l'histoire) n'est pas moins avancée. Cette capture emprunte la voie facile. Car elle répond aux aliénations et illusions dont se nourrit la culture dominante, qui est celle du capitalisme. Voie facile parce que cette culture existe réellement, est en place, et en place dominante dans l'esprit de la majorité des êtres humains, au Sud comme au Nord.

En contrepoint l'expression des exigences de la contre culture du socialisme engage dans une voie difficile. Car la culture du socialisme n'est pas là, devant nous. Elle est futur à inventer, projet de civilisation, ouverte à l'imaginaire inventif. Des formules (comme « la socialisation par la démocratie et non par le marché » ; « la dominance de la culture substituée à celle de l'économique et de la politique à son service »), ne suffisent pas, en dépit de la puissance qu'elles ont pour amorcer le processus historique de la transformation. Car il s'agit d'un processus long, « séculaire », la reconstruction des sociétés sur d'autres principes que ceux du capitalisme tant au Nord qu'au Sud, ne pouvant être imaginée « rapide ». Mais la construction de l'avenir, même lointain, commence aujourd'hui.